

LE PENSEUR ET L'EXPERT

Sams Dine Sy

SOMMAIRE

Introduction

Section 1 : La Révolution de la Pensée Sociale

1. Au cœur de sa réflexion : l'ouverture et l'approfondissement de la science économique
2. Une école de pensée qui sert de pivot à la réflexion sur la mondialisation
3. Donner la parole aux chercheurs, envers et contre tout
4. De la planification à l'invention du futur

Section 1 : La globalisation de la violence et de la terreur

1. Violence contre l'Afrique
2. L'Afrique en quête de vision prospective
3. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)
4. L'impact de la tragédie du 11 /09/2001 sur la Vision courante de l'Afrique
L'Amérique avant le 11 septembre 2001 et sa vision du monde du XXI^e siècle
Les scénarios américains après le 11 septembre
Les impacts en Afrique

Section 3 : Quel futur pour l'Afrique, le monde et l'humanité ?

1. Hypothèses et scénarios
2. Mettre en œuvre la vision

Quelques références bibliographiques

LE PENSEUR ET L'EXPERT

*« La Sybille dont la bouche démente émet des paroles sans rire,
sans recherche et sans fard, atteint de sa voix
des milliers d'années à cause du dieu »
Héraclite*

Introduction

Cette communication s'efforce de montrer comment S. Amin a révolutionné la pensée sociale à travers un système de production de connaissance unique en son genre et qu'il a mis à la disposition de l'Afrique (section 1). Ensuite, elle fournit une grille d'analyse permettant de saisir, dans une perspective millénaire, le lien entre la guerre contre l'Afrique et la globalisation par accumulation à l'échelle mondiale, le thème central de son œuvre (section 2). Après une évaluation critique des visions courantes que sont le NEPAD et la Coalition Globale contre le Terrorisme, elle apporte une contribution à la réflexion sur les alternatives, en s'appuyant sur des résultats de recherches prospectives sous forme de scénarios et de vision pour l'Afrique, le monde et l'humanité (section 3).

Section 1. La Révolution de la Pensée Sociale

S. Amin n'est pas seulement un penseur mais aussi un expert qui transforme les savoirs en actions. En tant qu'économiste, il a réfléchi autant sur le réel et sur les concepts que sur l'art de les articuler. Il a analysé son itinéraire d'intellectuel dans un ouvrage du même nom. Sa curiosité s'est étendue aux autres sciences. Il s'est, par-dessus tout, imprégné des mécanismes d'organisation et de coordination institutionnelle de la recherche et a consacré sa vie professionnelle à leur promotion. Il a servi sa discipline en l'ouvrant aux sciences connexes ; son école de pensée, essentiellement fondée sur la recherche scientifique et la théorie analytique, est en passe d'en être le pivot ; il a fait de l'économie une science sociale intelligible et introduit dans le débat économique un élément pragmatique et éthique en donnant la parole aux chercheurs qui en étaient exclus du fait de leur appartenance au Tiers monde ou à une idéologie explicite. Il a apporté une contribution décisive à la recherche des causes de la guerre contre l'Afrique au cours du millénaire précédent, ainsi qu'à l'élaboration d'une alternative crédible à la globalisation de et par la terreur et la violence qui s'en est suivie. Il a surtout posé, dès les années 70, les principaux éléments du programme pour l'Afrique, le monde et l'humanité, qui gagne en pertinence, depuis l'épuisement du programme occidental dont la prétention à l'universel est réduite à de plus justes proportions, du fait même de l'existence du NEPAD et de la Coalition Globale contre le Terrorisme.

1. Au cœur de sa réflexion : l'ouverture et l'approfondissement de la science économique

L'extension du champ de l'économie a, sans doute, contribué à une plus grande intégration de cette discipline dans le domaine des sciences sociales et à la rendre moins étrange au grand public. On doit à sa thèse d'avoir fait voler en éclat le monopole exercé sur la théorie économique conventionnelle, par les paradigmes néoclassique et keynésien. En effet, il a conceptualisé, avant tout autre, le processus de la mondialisation et en a proposé une formalisation à travers son modèle d'accumulation à l'échelle mondiale. Il a confronté sa théorie aux réalités du Tiers monde pour montrer l'absurdité de la logique de l'ajustement structurel à l'économie de marché imposé à ces pays. Il a renouvelé la pensée économique et sociale en proposant de nouveaux champs d'expérimentation et en créant des institutions permettant d'organiser la recherche. Son projet et son destin l'ont conduit aussi à parler et à agir de cet "ailleurs" qu'est l'Afrique, quand ses pairs s'établissaient dans des lieux plus cléments pour s'exprimer.

Il faudrait mettre à contribution la théorie moderne de l'innovation, ainsi que les puissants outils de la scientométrie pour éclairer les multiples facettes de son œuvre et en saisir les ressorts. Si d'aventure les sages du comité d'attribution du prix d'économie en l'honneur d'Alfred Nobel sélectionnaient les lauréats

sur la base de critères exclusivement scientifiques, le nom de Samir Amin s'imposerait à eux de toute évidence. C'est pourquoi tous les hommes libres doivent plaider pour que celui qui s'est tant investi dans la promotion de cette discipline, soit consacré par ses pairs du monde entier.

2. Une école de pensée qui sert de pivot à la réflexion sur la mondialisation

Samir Amin, c'est la poursuite de la connaissance à travers un système de production et de diffusion unique en son genre. Les tentatives de le réduire au silence ou de sous-estimer sa contribution sont nombreuses. Certains ont tenté avec une cuistrerie académique de le cantonner au rôle de chef de file d'un des courants de l'école africaine de la dépendance, sous prétexte que cette pensée s'est diffusée d'abord en Amérique latine. Pillant sauvagement dans son analyse fondatrice de l'ajustement structurel et de l'accumulation à l'échelle mondiale - puisqu'elle remonte à 1954 - d'autres en ont tiré des applications infernales avec les programmes clé en main et la pensée unique. Les mieux inspirés ont puisé dans son œuvre les outils de compréhension de cette réalité émergente que ne résume pas le mot de globalisation.

C'est à partir d'une évaluation économique des enjeux de la mondialisation et de ses effets - commencé dès 1954 avec sa thèse - qu'il a progressivement donné corps à ce concept en lui fournissant l'épaisseur historique et les fondements théoriques. Il aura fallu cependant attendre les années 90 pour que ce concept soit popularisé par une nouvelle génération de chercheurs et d'analystes qui tentaient de réagir à la perception réductrice du mot anglo-saxon de globalisation. Il a de ce fait contribué plus que tout autre à faire de Dakar un lieu d'événements considérables, qui datent peut-être pour l'Afrique, l'origine d'une école de pensée universelle.

3. Donner la parole aux chercheurs, envers et contre tout

En créant le Conseil Africain pour la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) en 1971, dès sa prise de fonction à la tête de l'institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP - Nations Unies), Samir Amin voulait donner la parole aux chercheurs. Il avait vainement essayé de transformer, en Centre de recherche, cet Institut qui avait été conçu comme une Ecole de formation aux techniques de planification. L'initiative avait dérouté sa tutelle qui ne parvenait pas à exercer une influence sur sa conception et sur le processus de valorisation des résultats des recherches et des compétences mises en réseau par le CODESRIA.

Pourtant Samir Amin cumulait le poste de secrétaire exécutif avec celui de directeur de l'IDEP, utilisait le CODESRIA pour diffuser toutes sortes de travaux et mettait en place systématiquement des réseaux de recherche en dehors de l'institut dont il avait la charge. Il s'agissait en fait d'une course contre la montre. Il fallait anticiper une crise qui de toutes les façons était inévitable, tant ses positions sur le développement de l'Afrique s'opposaient à celles du courant intellectuel dominant au cours des années 70.

Ce courant avait été synthétisé dès les années 50 par la proposition du professeur W. W. Rostow qui, sous prétexte d'aider les peuples apathiques et statiques à ne pas succomber aux sirènes du communisme, cherchait à en faire les principaux défenseurs des intérêts des Etats-Unis dans le monde. Ce courant avait certes subi un déclin au cours des années 70, mais il était encore bien représenté par les travaux de recherche du MIT, financés par la CIA et appuyés par la Banque Mondiale et le FMI dans la collecte et l'analyse des données. Du reste, le mystère plane toujours sur l'origine du déclin de la recherche sur le développement. Ce déclin était-il dû au faible pouvoir explicatif de cette théorie ? Ou à l'éclatement de son champ sous la pression d'autres domaines ? Ou encore à ses orientations idéologiques évidentes qui en éloignaient les chercheurs indépendants ? Sans doute, l'émergence et la vigueur du courant dit hétérodoxe, dans lequel Samir Amin occupait le rôle central de critique de la théorie du développement y est pour beaucoup, si l'on en juge par l'ostracisme dont il était l'objet, surtout quand il était professeur à l'IDEP, au cours des années 60, et enfin à partir de la deuxième moitié des années 70, alors qu'il en était encore le directeur.

La violence des échanges entre Samir Amin et sa tutelle, notamment à partir de 1976 transparait largement dans les documents de l'époque. Les enjeux politiques qui entouraient la direction de l'institut ont suscité des coalitions autour et contre la personne du directeur. Les passions et les positions extrêmes qui se sont exprimées pendant son séjour dans l'institut et même après, au cours des années 80 et 90 ne se sont tout à fait apaisées. Rien ne permet d'affirmer qu'il suscitera un jour l'indifférence de ses contemporains, tant il aura marqué le monde post-indépendance par son œuvre et son engagement en tant qu'intellectuel. Tout simplement parce qu'il a pris la parole en tant que chercheur.

Il est tout de même stupéfiant de constater qu'il est le seul économiste de renommée internationale à s'investir encore en Afrique et probablement le seul africain à pouvoir le faire à partir d'un pays d'adoption. A l'heure où les académiciens sont plutôt tentés par les vertiges de l'économie mathématique comme en témoigne la livraison de l'Economic Journal à l'occasion de son centenaire ; à l'heure où les scientifiques africains des conditions sociales n'ont d'yeux que pour les travaux réalisés dans les laboratoires du Nord, la constance de Samir Amin dans ces choix intellectuels force le respect et constitue un exemple pour les générations à venir. En s'exprimant depuis l'Afrique, il n'a jamais cessé de contester ce droit exclusif que se sont arrogé certains économistes de parler d'économie réelle.

En s'exprimant sur tous les problèmes sociaux, il a appris aux africanistes ou aux post-modernes (africains, afro-américains et européens) à sortir de l'impasse de la critique du discours sur l'Afrique dans lequel ils s'enfermaient, pour encore et toujours mieux souligner les spécificités de l'homo africanus, un pur produit d'un millénaire de guerre contre l'Afrique.

Les multiples institutions et programmes de recherche et de formation qu'il a mis en place témoignent de la pertinence de son projet scientifique et de son combat pour l'expression de la diversité dans l'invention du futur. Au plus fort de la pensée unique et de la globalisation financière irréversible, il a fait front pour démontrer que le futur est le bien commun par excellence, dont l'invention demeure une source de diversité.

4. De la planification à l'invention du futur

Samir Amin a enseigné la prospective, bien avant qu'elle devienne cette discipline avec ses théories, ses méthodes, ses réalisations, son référentiel, ses cursus de formation et ses chapelles, aussi prompts à exclure qu'à s'approprier les idées neuves. A force de fustiger, le "TINA" (There Is No Alternative) et de proposer une alternative à la globalisation néo-libérale, il a déclenché chez plusieurs d'entre nous, le goût de la recherche prospective et de l'analyse de politique

Nos chemins se sont croisés parce qu'il m'avait été demandé, en 1991 de procéder à l'évaluation rétrospective de l'IDEP, à ses travers les divers programmes de formation et de recherche mis en œuvre de 1960 à 1990. J'ai découvert le travail qu'il avait accompli à travers les minutes, parfois bien protégées derrière une armée de cafards et d'araignées, les rapports, souvent illisibles tant la qualité du Stencil laissait à désirer, les "audit notes" entreposés dans le sous-sol d'un Institut qui n'était plus que l'ombre de lui-même. Une fois que mon jugement était bien formé à travers les dossiers, j'étais prêt à l'auditionner. L'exercice s'avérait périlleux car il émanait de sa part un sentiment de méfiance légitime. L'histoire de l'IDEP est jalonnée de missions d'expert - rapport Jackson, rapport Kaya, rapport Aké - toujours instrumentées dans un sens ou dans l'autre. Les derniers en date avaient tenté de disqualifier sa conception du développement. Mais j'avais aussi l'impression qu'il attendait cette occasion depuis son départ de l'IDEP en 1978, pour tirer un trait sur cette expérience qui fut aussi exaltante que douloureuse. J'avais réussi néanmoins au fil des discussions à recueillir sa part de vérité.

Quand, par la suite, j'ai été sollicité pour participer au sauvetage de l'IDEP, entre 1992 et 1993 dans des conditions qui, il faut bien souligner, relevaient d'une mission impossible, j'avais acquis l'intime conviction qu'il fallait reprendre le flambeau là où il l'avait planté et capitaliser

sur les innovations qu'il avait introduites. Mon expérience en matière d'évaluation de programme et ma curiosité personnelle, m'avaient conduit assez facilement, sur les chemins l'analyse de politique, une discipline dans tous les sens du terme, qui est appelé à connaître une expansion fulgurante et qui, dans la phase actuelle de reconception de l'Etat africain était en mesure d'en fournir le cadre analytique et les principes normatifs.

J'ai fini par découvrir à quel point il était difficile de réformer un système de planification qui avait été imposé pour servir des besoins à la fois contradictoires et contestables, puisqu'il avait pour ambition de créer en Afrique, un corps de professionnels du développement économique par :

- . la transmission des connaissances techniques formalisées, dans ce domaine, dans les pays industrialisés ;
- . l'application de ces connaissances pour faciliter l'acheminement de l'aide extérieure pour le développement ;
- . la régionalisation de la formation en vue de réaliser des économies d'échelle et un impact plus important ;
- . le respect des normes de planification adoptées par les Nations Unies et la contribution à leur diffusion ;
- . l'obligation pour les participants de retourner dans leurs services d'affectation pour mieux contribuer à l'exécution des plans.

Cette approche ne tenait pas compte de l'évolution de l'environnement mondial. Aussi, les crises nées du premier et second choc pétrolier et de la bataille pour le Nouvel Ordre Economique International (NOEI) ont eu pour effet d'accentuer la vulnérabilité des économies africaines. Au plan strictement méthodologique, force est de constater que les progrès réalisés en matière d'analyse stratégique et prospective ont rendu obsolète le système de planification préconisé pour l'Afrique. Les gurus qui font encore fortune avec les outils nés de ces progrès, ignorent encore ce qu'ils doivent à l'effort que S. Amin a abattu pour conceptualiser la théorie du développement du sous-développement et formuler la stratégie d'auto-dépendance collective, au cours des années 70. Avec le recul, on sait que ce n'est pas parce qu'une innovation est bonne qu'elle est adoptée mais c'est parce qu'elle est adoptée qu'elle devient bonne. La démarche de S. Amin ne pouvait qu'être combattu avec une extrême vigueur, par ceux-là qui devaient se l'approprier par la suite.

L'œuvre de S. Amin étonne (*L'accumulation à l'échelle mondiale*), effraye (*La déconnexion*) et envoûte (*Le monde vu par ses peuples*). En révolutionnant la pensée sociale, il a facilité l'émergence de nouveaux paradigmes qui permettent de comprendre les multiples effets du programme qui a façonné le monde au cours du second Millénaire ; ce programme qualifié de westphalien au départ, européen par la suite, puis devenu occidental avant de se confondre au modèle américain.

Pour rendre hommage à un visionnaire, la meilleure façon est encore de monter sur ses épaules afin "d'atteindre des milliers d'années" comme la sibylle de Héraclite. La perspective millénaire permet de saisir les multiples effets sur l'Afrique de ce programme qu'il n'a cessé de soumettre à une évaluation critique depuis un demi-siècle.

Section 2. La globalisation de la violence et de la terreur

L'un des plus importants conflits du 2e Millénaire a eu lieu en Afrique. Du fait de sa durée, de sa nature, et de ses motivations, ce conflit peut être qualifié de multi-séculaire, d'asymétrique, et de tentative systématique pour imposer des valeurs et s'approprier des ressources

stratégiques. Ce conflit est multi-séculaire parce qu'il s'est déroulé sur quatre à cinq siècles et asymétrique en ce qu'il a mis en présence des agresseurs, en l'occurrence certains Etats Européens et des populations structurellement agressées sur toute l'étendue de l'espace africain. Un phénomène aussi singulier mérite d'être souligné, surtout à l'heure où une coalition globale d'Etats se met en place pour combattre des réseaux criminels, avec de sérieux risques d'extension et d'exportation dans un continent considéré comme une zone de non droit et perméable à toutes sortes d'influences. Aussi, il importe avant toute chose de reconstruire le scénario du Millénaire qui a mis l'Afrique hors-jeu et de caractériser la dynamique de la globalisation, afin de tirer les leçons du passé.

Depuis cinq cents ans, le développement mondial se présente comme le produit d'une course effrénée au leadership entre régions, continents et pays. Cet épisode aurait été marqué par la multiplication de la population mondiale et du PIB mondial respectivement par 22 et 300. Le développement mondial - mesurée par l'augmentation de la population, l'amélioration de l'espérance de vie, la croissance du revenu, du produit et de la productivité - aurait été lent, régulier, avec des écarts raisonnables entre les différents espaces mondiaux, jusqu'en 1820.

L'évolution serait devenue fulgurante, irrégulière et surtout marquée par des écarts abyssaux depuis cette date. Entre l'Afrique, berceau de l'humanité, et les Etats-Unis, dernier empire mondial. L'écart de revenu est de 20, contre 2 entre, d'une part le groupe constitué par l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Australasie et le Japon et d'autre part, le reste du monde. Les perspectives de rattrapage semblent incertaines, depuis que la tentative des pays d'Asie à émerger, a été contrebalancé par la récession mondiale, l'extension de la misère, de la peur et de la dangerosité de la planète, toutes choses que les attaques du 11 septembre ont accentuées.

1. Violence contre l'Afrique

Les bouleversements que l'Afrique a affrontés au cours du 2e Millénaire sont multiformes et complexes et d'une ampleur sans seconde, sur un espace de cette dimension. Ce Millénaire a été sans conteste celui de la mise en place d'un système global de négation d'une partie importante de l'humanité et qui fait de l'Afrique un continent à la traîne.

Face à la nature inextricable des causes de rejet du continent à la marge de l'humanité, il importe de jeter un regard sur le contexte socio-politique, marqué par des violences et des brutalités massives et la forme de globalisation qui en a résulté. Au cours de ce millénaire, une véritable "Guerre contre l'Afrique" a été menée, après que les plus grands penseurs de l'époque et les spécialistes des "sciences d'outre-mer", l'ait érigé en théorie scientifique. Cette démarche servait de justificatif à l'usage systématique de la violence et de la terreur contre les Africains et les biens qui leur appartenaient.

Il existe une continuité avérée entre les mécanismes suivants qui ont successivement été mis en place et contribuent à faire de la globalisation une force négative : la traite négrière transatlantique ; la colonisation qui en a été la continuation par d'autres moyens ; la fragmentation du continent pendant toute la période post-coloniale ; la dévalorisation systématique des ressources naturelles et humaines de l'Afrique par le biais du système d'échange inégal ; le système de l'endettement et de l'aide au développement ; l'isolement du continent par la médiatisation de la pauvreté de ses populations, la prévalence de maladies incurables, l'absence de passé et d'avenir ; la dépossession de ses populations de tous les attributs de la dignité, de tout sens de responsabilité et d'organisation, etc.

TABLEAU 1 : LA MASSIFICATION DE LA VIOLENCE DANS LE MONDE_

LIEU	MORTS (MILLIONS)
Péninsule eurasiatique	101,5
Chine	49,1
Autres Asie	13,5
Autre (Mexique)	1,4

Source: B. DeLong : The shape of 21th century economic history

Le système global s'est aussi présenté sous diverses formes, allant de la ségrégation raciale aux travaux forcés, en passant par l'économie de traite et l'expatriation des cerveaux africains. En outre, comme le montre le Tableau 1, depuis le XXe siècle, le processus à l'œuvre tend à généraliser à toute l'humanité, l'usage de la violence et de la terreur qui était réservé à l'Afrique au cours des siècles passés. Sa caractéristique majeure est d'accentuer le système négationniste des siècles précédents par l'exclusion de l'Afrique de tous les bénéfices accumulés. Enfin, il a réussi à porter la guerre à son zénith, à ériger le vol, la prédation, les trafics en tout genre, en principe économique et à multiplier les actes désespérés.

L'une des conséquences les plus visibles de la généralisation de la violence et de la terreur a été de masquer l'importance de la contribution unique de l'Afrique au triomphe du modèle occidental. Cette contribution est impossible à évaluer dans l'état actuel des données disponibles. En retour, l'Afrique a été systématiquement exclu des bénéfices du progrès et de la croissance exponentielle qui a jalonné le XXe siècle.

Malgré l'ampleur des agressions contre l'Afrique et les Africains où qu'ils se trouvent, aucun pays africain n'a déclaré la guerre ou commis une attaque contre une ex-puissance coloniale ou une puissance mondiale, sur son sol. Cela n'a pas empêché les ex-puissances coloniales et puissances mondiales de maintenir leur hégémonie sur l'Afrique, en s'arrogeant un poids exorbitant dans les institutions internationales, comme s'il allait de soi que les personnes les plus riches de leur pays devraient disposer obligatoirement d'un droit de veto au sein de leur Parlement ou Gouvernement.

Il en est ainsi surtout pour les institutions financières internationales et régionales qui, face à l'ampleur des problèmes de l'Afrique, montrent leurs limites car n'ayant pas été conçues avec des objectifs et des moyens adaptés pour y faire face. Le parallèle est saisissant entre, d'une part l'Afrique qui subit tous les inconvénients de la globalisation dans sa forme actuelle et d'autre part, les Etats-Unis qui en tirent tous les bénéfices, comme si la situation de ces deux ensembles représentait les deux aspects d'un même problème global et le principal défi du XXIe siècle.

Mais quand l'usage de la violence et de la terreur, d'abord dirigé contre l'Afrique au cours du 2e Millénaire se généralise au point d'être retournée contre les attributs de la première puissance mondiale le 11 Septembre 2001, les conditions de valorisation des principes de sagesse et de tolérance qui caractérisent l'Afrique sont créées. Une telle valorisation ne doit être envisagée qu'à l'horizon du millénaire, compte tenu de ce qu'il a bien fallu cinq siècles de terreur et de violence pour réduire le continent à l'état de Terra incognita. Cet horizon s'impose aussi parce qu'à titre de comparaison, l'Europe s'est construite autour des linéaments d'un programme

qualifié à posteriori d'ordre westphalien/européen puis d'ordre mondial/occidental et qui avait été défini dès le XVIe siècle.

Ce programme a influencé le monde entier pendant les quatre cents dernières années avant que l'explosion technoscientifique qui a lieu depuis trois décennies remette en cause tous les piliers sur lesquels reposait l'ordre mondial qui a été patiemment mis en place au cours des siècles précédents. Les contours du nouvel ordre mondial qui en sortira, constitue encore un sujet de controverse. Mais S. Amin fut sans doute l'un des premiers à poser les termes de cette controverse, comme en témoigne l'essentiel de la réflexion qu'il partageait avec les Africains - étudiants, enseignants, chercheurs, experts, décideurs et amis au cours des années 70, tant à l'IDEP que sur le terrain.

La réflexion autour d'un autre programme mobilise déjà autour de la communauté des futurologues et des cliomètres, les plus grands penseurs, experts, décideurs, sages et think-tank du monde. Les contours du futur programme, présenté déjà comme étant œcuménique, sont déjà connus parce qu'il est attendu que toutes les cultures y contribuent. Cependant, dans la pratique, toutes les puissances mondiales et régionales tendent à imprimer leur marque. Chacune d'entre elles voit la Renaissance à sa porte et les candidats au leadership sont nombreux. Les exercices de réflexion prospective se multiplient ces dernières années tant au niveau continental, que régional et national, pour relever ce défi.

Mais l'Afrique n'est pas en reste, malgré son handicap structurel qui l'empêche, parfois de remporter des victoires en s'appuyant sur les erreurs des autres et parfois la pousse à adopter des positions contraires aux intérêts vitaux de ses peuples. Il pourrait bien en être ainsi avec le NEPAD et la réaction face aux attaques du 11 Septembre, du moins dans leur forme actuelle. Ces deux initiatives constituent une grille utile pour mesurer la volonté des Gouvernements africains et la disponibilité des partenaires extérieurs à élaborer une vision commune pour le 3e Millénaire.

2. L'Afrique en quête de vision prospective

L'Afrique n'a jamais manqué, ni de Visionnaires ni d'expertise en matière d'élaboration de stratégie prospective. D'une part Nkrumah, Senghor, Nyerere, Boumediene et Nasser parmi d'autres, ont dominé la scène africaine des années 60 et 80. D'autre part plusieurs bailleurs de fonds et institutions internationales ont mis à la disposition des gouvernements des concepts de développement et appuyé les exercices de planification y compris à l'échelle régionale et continentale (Tableau 2). Cependant les efforts d'élaboration de vision et plan autonome portant sur l'échelon régional et continental sont rares.

La démarche initiée à Monrovia en 1979 en vue de synthétiser les visions des leaders africains qui avaient plutôt tendance à se concurrencer en est une. De cette démarche, sont nés le Plan d'action de Lagos et plus tard, le Traité d'Abuja et par la suite, le PANUREDA, la Nouvelle Vision pour l'Afrique, l'initiative Spéciale des N.U. pour l'Afrique (ISNUA). Toutes ces initiatives ou programmes en faveur de l'Afrique ont été qualifiés au mieux de tentatives partielles au pire d'échecs retentissants. Le jugement est en fait sévère, car un examen détaillé du contexte suggère un jugement plus nuancé. Entre le moment où ils sont conçus ou énoncés et leur adoption, s'écoule un temps suffisamment long pour que des changements imprévus dans le contexte les rendent caducs. Les gouvernements les approuvent ou leur accordent un soutien diplomatique tout en sachant bien, qu'ils ne seront pas mis en œuvre.

TABLEAU 2 : CARACTERISTIQUES DES VISIONS A L'OEUVRE EN AFRIQUE

V I S I O N

	Extrême	Alternative	Alternative	Extrême
	Une vision imposée L'Afrique Inutile	Une vision héritée L'Afrique hostile	Une vision transmise Un monde avec l'Afrique	Une vision plaquée L'Afrique utile
Afrique	Terrae incognitae. Un monde sans l'Afrique. Disparition inévitable.	Menace pour les voisins. A aider derrière un limes. Sous surveillance européenne.	Mérite d'être sauver. A protéger contre elle-même et contre les prédateurs. Sous surveillance ONU ou ONGs	Utile pour certaines parties. A intégrer sous la surveillance des marchés
Monde	Rivalité permanente entre nations, Etats ou civilisations	Organisée en régions stables (Triade)	Coopération et gestion des conflits. Monde régi par des règles universelles.	Concurrence Innovation Marché mondial Grandes firmes
OUA	Organisation atrophiée	Réplique de l'UE	Coordination OUA/ONU dans la gestion des conflits	Mise en concurrence avec les ONG
ONU	Organisation atrophiée	S'inspire du modèle de l'UE	Vocation universelle réaffirmée	Mise en concurrence avec les ONG
Auteurs Rapports	Brezinski, Ruffin, Singer, Kissinger, Landes	Leontieff, Commission européenne	W. Wilson, Bush, OCDE, Club du Sahel, Scanning the futur, Fukuyama	Mac Kinder, Spykman, Sachs, Davos,
Observations	Ne tient pas compte des changements à l'œuvre en Afrique et dans le monde	Ne tient pas compte des asymétries entre l'Europe et l'Afrique et d'autres influences extérieures	Suppose l'existence de normes universelles et d'indicateurs pertinents	Ne retient de l'Afrique que ses extrémités nord et sud. Coûteuse en termes d'ajustements Ignore les aspects sociaux

L'expérience africaine livre en fait deux messages. Le premier est qu'aucun exercice d'élaboration de vision ou de plan n'est viable sans un examen approfondi des perspectives à long terme afin de hiérarchiser les tendances lourdes, incertitudes, enjeux, défis, signaux faibles porteurs de changement, puis de construire l'échelle de réponses adaptées. Le deuxième message est que pour maîtriser l'ampleur et la complexité d'un exercice de cette nature, il faut orienter, le plutôt possible, l'exercice vers la détermination des priorités et leur mise en œuvre. Il convient à présent d'examiner dans quelle mesure le NEPAD peut échapper à la malédiction des initiatives africaines.

3. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)

Les pays africains sont engagés depuis 1997 dans un processus d'appropriation des concepts de mondialisation et de réduction de la pauvreté et dans la mise en place du partenariat pour le développement. Le point de départ de ce processus a été l'étude de l'OCDE/CAD "le monde en 2020", tandis que la Nouvelle Initiative Africaine (NIA) puis le "Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, (NEPAD) adopté en 2001 au Sommet de l'OUA à Lusaka, en constituent le point d'aboutissement. Les principaux protagonistes du NEPAD que sont les l'Afrique, le G8 et les investisseurs entament une nouvelle phase plus orientée vers la mise en œuvre des initiatives et actions retenues. Le passage entre ces deux phases ne peut cependant s'envisager sans une forte implication des acteurs sociaux et sans un examen approfondi du degré de robustesse de la vision qui sous-tend le partenariat, compte tenu de la nécessité d'assurer la protection des intérêts vitaux de l'Afrique et de diffuser la culture africaine dans le monde.

Le NEPAD est une rupture par rapport aux démarches, visions et plans passés. Non pas parce qu'il a été conçu par les Africains et piloté par les Chefs d'Etats mais parce qu'il s'agit de la première proposition pour l'Afrique qui découle d'un exercice de prospective globale. Cet exercice a été réalisé par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE en 1997 pour combler le vide créé par l'absence de vision régionale partagée avec les pays africains. La vision à mettre en œuvre propose de parvenir à une croissance dynamique qui ouvre la voie à la réduction rapide de la pauvreté. L'ampleur extraordinaire des disparités de revenus entre les nations riches et prospères et les pays pauvres et endettés est à l'origine de multiples avertissements sur les conséquences négatives de l'accroissement des inégalités et de la pauvreté sur l'évolution de la mondialisation. Cependant, la structure retenue pour les objectifs internationaux de développement met davantage l'accent sur la nécessité de combler les écarts de revenus vis-à-vis des autres régions en développement et, dans une moindre mesure de rattraper le retard accumulé par l'Afrique par rapport à une période antérieure.

Sous réserve d'une croissance mondiale rapide, le niveau de pauvreté pourrait reculer en Afrique, tandis que l'écart de revenus, entre l'Afrique et les pays de l'OCDE, se maintiendrait. Mais cette performance ne devrait pas permettre de combler l'écart de revenus avec les pays riches et encore moins provoquer un déplacement du centre de gravité mondial de l'Atlantique Nord et du Pacifique vers le continent, ce qui supposerait des taux de croissance de 10 % pendant au moins 10 ans. Dans le cas d'une croissance lente, le niveau de pauvreté retombe à celui de 1993-95, période au cours de laquelle il était le plus élevé du monde (Tableau 2). Pour forcer la porte vers le scénario normatif souhaitable, le Partenariat et l'Appropriation ont été retenus comme principes cardinaux. La réduction de la pauvreté de moitié et l'intégration dans la mondialisation par l'ouverture des marchés aux exportations africaines, constituent de fait, les deux domaines prioritaires du partenariat en gestation.

Les scénarios de l'OCDE ont été repris par les membres du CAD, en particulier par les Institutions du Système des Nations Unies (CEA, Banque mondiale) et ont nourri diverses initiatives dont celle qui a été présentée à Tokyo, en 1998 lors de la deuxième TICAD. L'«Agenda pour l'Action» élargit le champ des domaines prioritaires à la promotion de l'investissement direct étranger, l'allègement du fardeau de la dette et la facilitation des transferts de technologie. Parmi les approches préconisées pour gérer le partenariat, figurent la coordination des soutiens extérieurs, la coopération et l'intégration régionale et la coopération Sud-Sud. Le renforcement des capacités, l'intégration de la question du genre et la gestion de l'environnement apparaissent comme des thèmes transversaux. Les principaux domaines d'action retenus sont le développement social, le développement économique (promotion du secteur privé) et l'instauration des fondations de base du développement (bonne gouvernance, prévention et gestion des conflits).

Parallèlement à ce processus, les Institutions de Bretton Woods, après évaluation des leçons de l'histoire mondiale de la croissance du revenu et de la réduction de la pauvreté (FMI/WEO 1999, Banque Mondiale WDR 1999), soumettent à Libreville la même année l'initiative pour la croissance et la réduction de la pauvreté (ICRP) aux pays africains. Toutefois, l'horizon a été ramené à 2015 et, à l'issue d'un processus soutenu de négociation facilitant l'appropriation, les taux de croissance ont été revus à la hausse, de 6 à 7 % par an au lieu d'une moyenne de 5,2 sur la période 1995-2020

TABLEAU 3 : LES SCENARIOS GLOBAUX DE L'OCDE

Taux de croissance du PIB (annuelle moyenne de PPA 1992)								
	1996-2000		2001-2010		2011-2020		1995-2020	
	SR*	SL**	SR	SL	SR	SL	SR	SL
Afrique Sub saharienne	4,6	2,8	5,0	2,8	5,8	2,6	5,2	2,7
OCDE	2,7	2,7	3,0	2,3	2,7	1,6	2,8	2,1
Hors OCDE	6,5	4,7	6,9	4,1	6,5	3,9	6,7	4,2
Cinq grands***	7,2	5,4	7,3	4,5	6,7	4,3	7,1	4,6
Autre PED	5,9	4,0	6,5	3,7	6,2	3,5	6,3	3,7
TOTAL	4,3	3,5	5,0	3,1	4,9	2,8	4,8	3,1
* scénario de croissance rapide								
* scénario de croissance lente								
*** Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Russie								
Source : OCDE : Le monde en 2020 : vers une nouvelle ère mondiale ; 1997								

Le Rapport Annan " Nous les peuples : le rôle des Nations Unies au XXIe siècle" puis la Déclaration du Millénaire de l'ONU ont repris à leur compte cet objectif majeur. L'Initiative Sud-Africaine « The Millennium Partnership for the African Recovery Programme MAP » a repris à son compte les propositions et les indicateurs qui en découlent. Elles ont servi de cadre pour l'analyse de la Commission Economique pour l'Afrique de l'ONU dans le "Compact for African Recovery". Par la suite, l'OUA les a inscrites à l'ordre du jour du Sommet des Chefs d'Etat tenu à Lusaka en 2001. Elles ont été en fin de compte présentées par les représentants de l'Union Africaine au Sommet du G8, sous la forme de "Nouvelle Initiative pour l'Afrique, NIA ". Cette dernière a été synthétisée dans le "Plan de Gênes pour l'Afrique", en tenant compte des priorités du G8 pour l'Afrique.

Le plan de Gênes met l'accent sur les mêmes thèmes que la NIA et y ajoute le thème de la lutte contre la corruption et les famines. En lieu et place de l'allègement de la dette, il est surtout question de promotion des investissements. Après le Sommet du G8, le Communiqué met l'accent sur la solidité et le dynamisme d'une économie mondiale ouverte en tant qu'option fondamentale pour réduire la pauvreté en Afrique. L'ensemble des PED est invité à mettre en place un cadre favorable à l'expression des droits de propriété, à la régulation des investissements ainsi que des systèmes d'intégrité. Pour sceller l'esprit de partenariat entre la communauté internationale et l'Afrique, la NIA a été rebaptisée "Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, NEPAD", à l'issue de la réunion d'Abuja de Novembre 2001. Mais la structure du document ne change pas, avec toujours une première partie consacrée à l'hymne au patrimoine africain et à la nécessité de le valoriser et la seconde qui s'apparente à un véritable réquisitoire contre le secteur privé et les gouvernements africains à qui il n'est

demandé que de faciliter, l'action des bailleurs de fonds. On connaît la suite, les Chefs d'Etats ont initié un programme de communication et de plaidoyer auprès de leurs principaux pairs du G8 (Etats-Unis, Grande Bretagne, Union Européenne, France, Canada). Plusieurs réunions régionales sont programmées pour affiner les priorités. Au cours de la réunion 2001 du World Economie Forum à New York, les premiers soutiens financiers ont commencé à se concrétiser avec le Canada qui met à la disposition de l'Afrique une enveloppe supplémentaire de US\$ 500 Millions.

Au Sommet mondial de Monterey sur le financement du développement, les Chefs d'Etats africains ont plaidé pour une augmentation substantielle de l'aide publique afin d'atteindre, ce qu'il est convenu d'appeler les objectifs internationaux du développement à l'horizon 2015. La rencontre de Dakar sur le financement du NEPAD aborde la même question sous l'angle de l'inclusion du secteur privé et pose les bases d'un partenariat avec les investisseurs internationaux. Mais au lieu de traiter concrètement de la question du financement du développement de l'Afrique, l'essentiel des discussions tourne autour de la privatisation de la production de nombre de biens et services qualifiés ailleurs de globaux (l'infrastructure essentielle au développement) et de celle de la gestion des économies africaines sous couvert de bonne gouvernance. Les questions plus fondamentales portant sur la structure du système financier, la confiance à rétablir entre les Africains et les bailleurs de fonds, de part et d'autre et la restitution des ressources dont l'Afrique a été privée pendant plusieurs siècles, ne sont pas inscrites dans l'agenda.

Ainsi au bout d'un processus qui a duré un peu moins d'une décennie, la structure finale du programme pour le développement de l'Afrique est arrêtée et le principe d'une mise en œuvre partenariale convenu entre le G8, le secteur privé et l'Afrique. Les modalités pratiques restant cependant à détailler, il importe à présent de se prononcer sur pertinence et la faisabilité de nouveaux objectifs de développement, autant que de s'interroger sur le degré réel d'appropriation et sur la réalité du partenariat qui a été mis en place.

En ce qui concerne la faisabilité, l'analyse coût/avantages reste encore à faire. Au plan strictement financier, il convient de souligner l'importance du défi financier compte tenu de la faiblesse de l'épargne, de la baisse tendancielle de l'aide publique au développement et de l'incapacité de la plupart des économies à soutenir des taux de croissance élevés et durables.

En ce qui concerne le degré réel d'appropriation et de partenariat, il s'examine à travers la nature des changements que le NEPAD introduit dans le comportement des protagonistes, dans les politiques internationales conduites et dans le régime de la gouvernance mondiale. Bien que le rôle du secteur privé et de la société civile en général, ait été affirmé avec force, rien n'indique si leurs représentants ont participé à quelque niveau que ce soit à l'élaboration de la vision qui sous-tend le NEPAD et comment leur participation à la mise en œuvre et au suivi sera assurée. Le niveau de participation des bailleurs de fonds reste encore assez flou tandis que leurs engagements en matière d'ouverture des marchés de biens, de services et de capitaux restent encore assez vagues. Par ailleurs, il n'y a aucune amorce de discussions sur les implications du NEPAD pour l'architecture financière internationale, comme si l'organisation d'un système de transfert massif vers l'Afrique était possible sans remise en cause de l'architecture actuelle.

Au plan interne, il convient de souligner que la question de la légitimité des gouvernements africains se pose chaque fois qu'il s'agit de prendre une initiative au niveau continental. Les problèmes et des malentendus viennent de la différence qui existe entre le temps continental et celui des pays et des peuples. Aussi, les efforts en matière d'intégration régionale et continentale se heurtent-ils encore à des contradictions inhérentes à la diversité des projets

existants qui reflètent le souci de chacun de reporter sur les autres les coûts et d'attirer vers soi les bénéfiques. A quoi s'ajoute un processus de prise de décision qui est encore illisible, compte tenu de l'imbrication de plusieurs échelons africains et internationaux.

Au plan de la conception d'ensemble, la démarche adoptée soulève bien des interrogations. Le document adopte une perspective sectorielle qui suppose que la stratégie globale de développement de l'Afrique est déjà déterminée et qu'il ne reste plus qu'à évaluer les problèmes d'allocation des ressources à mobiliser.

Par ailleurs, l'approche par les besoins retenue pour identifier les actions à entreprendre au niveau national, sous-régional et régional consiste souvent à reconduire les aspirations exprimées en d'autres circonstances, sans tenir compte de l'évolution du contexte et des capacités des acteurs face à de nouvelles contraintes et opportunités. Elle risque aussi de mettre l'accent sur des contraintes financières déjà identifiées alors qu'il n'y a pas de lien entre les montants à mobiliser et l'ampleur des besoins de l'Afrique. Un fonds de départ peut déclencher un processus d'additionnalité et assurer la démonstration de l'existence d'approches efficaces de financement selon la performance et sur une base coopérative.

A titre d'exemple, le NEPAD soumet aux bailleurs de fonds publics ou privés des programmes en matière d'infrastructure et d'éducation sans tenir compte de la tendance au désengagement des investisseurs privés institutionnels traditionnels de ces pays. Ces investisseurs modifient profondément leur comportement d'investissement et la structure du portefeuille, sous l'influence de la Net économie qui absorbe l'essentiel de l'épargne. Les autorités publiques des pays industrialisés réfléchissent de plus en plus à l'option qui consiste à fournir sur une base gratuite ce type de biens et services.

En fait, il y a peu de chance que le rattrapage de l'Afrique (le *catching up* qui est en est le concept de base) puisse se produire à la suite d'une plus grande ouverture des marchés comme le suggère le NEPAD et le G8. Aucune théorie du commerce international n'a réussi, jusqu'ici à mettre en évidence de manière convaincante, l'existence d'interactions positives entre l'ouverture des marchés et la réduction des inégalités et de la pauvreté à l'échelle mondiale. Les évidences suggèrent même le contraire. Aussi, le volume des ressources à allouer à l'Afrique par les bailleurs de fonds ne sera jamais relié à l'évaluation des besoins découlant de la réalisation du marché ouvert à l'échelle mondiale. En outre, plus ces ressources deviennent importantes, plus ils risquent de recréer une nouvelle forme de dépendance. On peut se poser des questions sur l'impact probable du NEPAD sur la réduction des inégalités entre l'Afrique et le reste du monde et sur la performance africaine dans une économie mondialisée. Le NEPAD aurait gagné en crédibilité en tirant d'abord les enseignements du Partenariat pour le Renforcement des Capacités en Afrique, qui avait été lancé en grande pompe au cours des années 90. En tout état de cause, un partenariat véritable autour d'un programme défini par les Africains devra nécessairement intégrer les conditions-cadres qui permettent à la fois d'accroître les flux financiers à destination de l'Afrique et de réorganiser les modalités d'accès et les circuits de transfert, à savoir : l'abandon du régime de la gouvernance mondiale soumis au principe hégémonique ; la réparation de la dette historique du monde occidental vis-à-vis de l'Afrique ; la réforme de l'architecture financière internationale afin de découpler la fonction financière de la fonction de régulation et de surveillance, conçue de manière plus élargie ; la soumission de tous les pays aux mêmes conditions macro-économiques et structurelles ; l'identification du potentiel de croissance de toutes les régions du monde ; l'existence d'une forte capacité institutionnelle de coordination et de régulation au niveau continental.

En lieu et place, le NEPAD reste profondément marqué par une approche conventionnelle du partenariat et dans le meilleur des cas, par une approche institutionnelle dont la réunionite constitue le signe le plus visible. Ceci est tout à fait à l'opposé d'un partenariat opérationnel,

orienté vers la satisfaction des Africains et qui nécessite une définition plus rigoureuse des obligations et responsabilités des uns et des autres avec pour effet immédiat, la création au niveau du terrain d'un mécanisme impliquant directement les acteurs sociaux.

En dépit des interrogations que soulèvent le NEPAD, l'initiative constitue un bon test de l'évolution des rapports entre l'Afrique et ses partenaires à travers les Institutions financières internationales qui ont imposé à plusieurs pays du continent les mesures de stabilisation et d'ajustement aux effets désastreux sur la fourniture d'infrastructures, de biens et de services publics. Toute amélioration de ces rapports pourrait contribuer à la réparation des dégâts commis au cours des années 1980 et 1990 et qui ont abouti en Afrique aux niveaux de pauvreté inconnus jusqu'ici.

4. L'impact de la tragédie du 11 /09/2001 sur la Vision courante de l'Afrique

Les attentats du 11 Septembre contre les symboles de la puissance des Etats-Unis, constituent un événement majeur sur lequel il convient de s'attarder afin de tirer toutes les implications. Il est sans doute prématuré d'évaluer l'impact à long terme de ces événements sur le système mondial et l'Afrique. Mais un retour en arrière sur la situation telle qu'elle se présentait avant le 11 septembre, permettrait en utilisant les mêmes lunettes qui servaient à justifier la politique du benign neglect et l'hégémonie américaine au XXIe siècle, d'y voir plus clair.

L'Amérique avant le 11 septembre 2001 et sa vision du monde du XXIe siècle

"Il y a des métaphores qui ont envoyé des gens à des guerres inutiles. Mais d'autres métaphores ont poussé des gens à la négociation, à des conférences de paix" disait Toni Morrison. Les événements dramatiques du 11/09 ont certes révélé au monde entier la vulnérabilité de l'hyperpuissance mais aussi l'extraordinaire capacité de mobilisation des universités, think tank et consultants en stratégie du monde entier afin de fournir en temps réel une grille de lecture, une vision renouvelée de l'Amérique ainsi que les arguments de la riposte. Les mêmes, spéculaient encore quelques mois plutôt, sur les modalités d'atterrissage du dollar et de l'économie américaine, tel un avion sans pilote.

La politique du benign neglect de la première puissance mondiale, au mépris du principe de responsabilité internationale des politiques nationales n'aurait pour résultat que d'accélérer le processus de globalisation/dollarisation de l'économie mondiale et de reporter la charge des ajustements - notamment des taux de change - sur les autres pays en les faisant financer les déficits publics américains. En effet, il était largement admis avant le 11 septembre qu'une aggravation subite du déficit du compte courant américain au-delà de 4.4 % du PIB aurait des conséquences imprévisibles sur l'économie mondiale. On savait aussi que le ralentissement de l'économie mondiale, accentué par celui des pays du G7 et de l'économie américaine affectait l'Afrique et en particulier les pays producteurs de pétrole dans des proportions encore inconnu il y a seulement deux décennies : du simple au triple. Il était aussi admis que n'importe quel événement pouvait contribuer au crash américain qui pouvait être brutal ou ralenti, selon l'ampleur de la combinaison des hypothèses suivantes : redressement de la Zone Euro ; krach boursier ; retour ou aggravation brutale des pandémies ; coalition de plusieurs Etats dits voyous dirigeant une attaque massive contre les intérêts américains ; intensification des désastres climatiques.

A cette série de réflexion sur le court terme, il convient d'ajouter l'imposant exercice réalisé à la demande du Gouvernement fédéral à la très puissante "National Intelligence Council". Les résultats de cet exercice montrent à quel point les représentations du futur peuvent être

réductrices même dans un pays aussi tourné vers l'avenir. En effet, après avoir identifié les forces motrices classiques du changement avec la démographie, les ressources naturelles, la science & la technologie, l'économie mondiale, la gouvernance, les identités culturelles/sociales, et les conflits, les experts du NIC déroulent quatre scénarios (voir *Tableau 4 ci-dessous*).

TABLEAU 4 : LE MONDE EN 2015 VU DES ETATS UNIS

EFFETS POSITIFS DE LA MONDIALISATION			
DESAMORÇAGE des tensions	Mondialisation inclusive L'ensemble de la planète profite des retombées de la mondialisation	Mondialisation exclusive Les inégalités entre déshérités et privilegiés continuent de se creuser	INTENSIFICATION des tensions
	Compétition régionale Les identités régionales s'affirment en Europe, en Asie et en Amérique latine	Monde postpolaire Les conflits militaires régionaux se multiplient	
EFFETS NEGATIFS DE LA MONDIALISATION			

(Source NIC/CIA: Global trends 2015)

Dans un second temps, les hypothèses ont été regroupées afin de disposer de deux paires de configuration possibles du futur. Les hypothèses finales retenues portent d'une part sur les effets de la globalisation, définis en termes de création et de répartition de richesse (positifs ou négatifs) et d'autre part sur l'intensité des conflits régionaux (basse et économique, élevée et militaire). On peut d'emblée constater que derrière cette typologie, se profile le manichéisme qui réduit tout en bien/mal, riche/pauvre, inclus/exclus, concurrence/conflit. Le poids excessif accordé aux variables du type économique souligne l'indifférence par rapport aux questions de développement, d'institutions et d'organisation.

La globalisation dans sa forme actuelle est considérée comme un processus irréversible qui peut tout au plus être ralenti par des conflits ou déboucher sur une régionalisation de l'économie mondiale. Cet exercice illustre les conséquences du choix de la question clé, la plus structurante pour l'avenir. Dans le cas d'espèce, ce choix débouche sur la formulation du scénario normatif de la globalisation des marchés assorti de variantes mais dont il convient de gérer les conséquences négatives. Soumis à l'épreuve d'une rupture brutale, comme les attaques du 11 septembre, ce scénario apparaît comme non robuste. Néanmoins, il fournit une grille utile pour reconstruire les conséquences potentielles des attaques terroristes (Tableau 5), toujours vues des Etats-Unis. Il est aisé de constater que la plupart des réactions des pays s'inscrivent dans cette grille.

Les scénarios américains après le 11 septembre

Tout a été dit sur les faiblesses du renseignement américain et cependant presque rien sur la myopie américaine en matière de prospective. Après le 11 septembre, la NIC a pu constater sa faible capacité d'anticipation des ruptures mondiales dans un environnement devenu aussi imprévisible qu'impondérable et bruité par des événements et de signaux qui ne se laissent pas interpréter aisément. Le poids des Etats Unis sur l'évolution mondiale fait que ce pays est la cible de tous les candidats à la reprise du leadership. Mais depuis la chute du mur de Berlin,

les conflits asymétriques ont pris une importance considérable, comme en témoigne, la désignation du terrorisme global en tant qu'ennemi stratégique.

TABLEAU 5 : LE MONDE APRES LE 11/09 (EN UTILISANT LA MEME GRILLE)

EFFETS POSITIFS DES ATTAQUES DU 11/09			
DESAMORÇAGE du terrorisme	Coalition inclusive Les partisans de la Coalition mondiale contre le terrorisme profite de la digitalisation des armées, des Etats et des entreprises	Coalition exclusive Les inégalités entre info-dominants et info-dominés continuent de se creuser	INTENSIFICATION du terrorisme
	Coalition d'Etats/régions parias Les identités régionales s'affirment en Asie, au Proche Orient et en Afrique	Coalition postpolaire Les conflits asymétriques deviennent permanents. Les alliances se nouent et se dénouent au gré des enjeux	
EFFETS NEGATIFS DES ATTAQUES DU 11/09			

Un consensus mondial permettant de prendre des mesures d'exception va faciliter l'atterrissage en douceur de l'économie américaine et la reprise sur des bases assainies. Pour faciliter la mise en œuvre de ce consensus, les Etats Unis ont acquitté de leur dette à l'égard des Nations Unies et facilité l'assouplissement des conditions d'accès aux ressources à des pays amis, y compris l'Egypte. Un geste symbolique a même été fait à destination de l'Afrique dans le cadre de l'initiative pour la croissance et les opportunités.

La riposte en cours fournit aussi aux Etats Unis l'occasion d'interroger leur vision œcuménique du monde. En même temps, il s'agit de faciliter à travers la coalition mondiale contre le terrorisme, la création d'une capacité d'action globale face à des menaces asymétriques et d'une manière générale des problèmes complexes. Un processus sans précédent de digitalisation et d'interconnexion des forces militaires est en train d'émerger des décombres des réseaux comme Echelon et des systèmes d'armes comme ceux qui sont issus de la guerre froide. La remise à plat du dispositif stratégique qui assurait le leadership mondial des Etats Unis et leur rôle de précurseur technologique, est en cours. La Révolution des Affaires Militaires (RMA) est en marche, mais à l'échelle mondiale. Sur le terrain militaro-technologique, il s'agit de démontrer l'avance américaine dans certaines niches technologiques vitales comme l'espace, les senseurs, les capteurs, les frappes de précision, les technologies furtives, les biotechnologies, les technologies multimédias et les nanostructures.

Sur le terrain monétaire, la réaction a été aussi prompte qu'efficace. On se souvient que dès le lendemain des attaques, les principales places boursières qui concentrent en leur sein l'essentiel des transactions sur le dollar ont été fermées et les cotations suspendues sur les différents marchés. Les Gouverneurs des principales banques centrales, les dirigeants des salles des marchés et des grandes banques avaient "délégué" leur pouvoir aux responsables politiques américains durant le plus long week-end du système financier mondial. Que s'est-il donc passé sur ce quasi-marché financier entre acteurs politiques, loin des regards des autres acteurs et régions du monde ? Quels arbitrages, ont été réalisés ? Toujours est-il qu'à la réouverture des marchés, le dollar n'a pas atterri et l'économie américaine ne s'est pas effondrée. A quel prix ? Nul n'est encore en mesure de le préciser, même si des signaux apparaissent çà et là pour indiquer à quel point la facture a été lourde et que sans doute, l'objectif sera de préserver le sanctuaire du G7, quitte à faire payer le reste du monde comme d'habitude, cette fois-ci sous couvert de coalition globale contre le terrorisme.

Les impacts en Afrique

La stratégie globale qui se met en place afin de résoudre le problème américain est riche d'enseignement pour l'Afrique. L'effet immédiat des attaques du 11 Septembre est de renforcer la position hégémonique des Etats-Unis sur la conduite des affaires mondiales, aussi bien dans le domaine militaire, stratégique, que financier et de la communication. La vision du monde en tant que marché ouvert et libre est remise en cause, avec l'intervention massive du gouvernement américain pour soutenir l'économie. Les implications politiques pour la gouvernance mondiale sont considérables. La question de l'implication des petits pays, et des sociétés civiles dans le système de prise de décision, est désormais ouverte et sera inscrite dans l'agenda de toutes les réunions. Les modalités de contestation de la globalisation/dollarisation et de plaider en faveur de l'Afrique et des pays moins avancés en général devront aussi changer.

Par rapport aux attentats du 11 Septembre, l'Afrique a réagi pour préserver les acquis du Sommet de Gênes, face à des bailleurs de fonds tentés de durcir les conditions d'accès à l'aide extérieure en situation de tensions internationales et de menaces asymétriques. Anticipant le durcissement des conditionnalités, les Gouvernements africains se sont inscrits d'emblée dans la Coalition mondiale contre le Terrorisme, dont l'enjeu et les cibles restent assez éloignés des exigences majeures de l'Afrique. La perspective qui faisait du terrorisme et de la violence, le trait marquant du 2e millénaire au détriment, principalement de l'Afrique et des populations civiles dépourvues de tous moyens de défense, est pour l'instant, mise au second plan. A la faveur d'une confusion entre les causes et les effets, une autre conception finit par s'imposer : celle qui fait du terrorisme initié par les Rogue States contre le monde occidental et ses symboles, une conséquence de la globalisation technologique et financière, associée à la situation au Proche-Orient et à l'existence de poches de non-droit dans le monde.

Il convient de rappeler avec insistance que cette nouvelle forme de terrorisme - quel que soit son caractère inacceptable - est, dans une large mesure, une manifestation du conflit ouvert entre les Etats et les réseaux qui sont le fruit et les instruments de la mondialisation. Alors que le front économique autour des entreprises-réseaux semblaient en voie de pacification, le front contre les réseaux criminels prend de l'ampleur. L'affrontement se fait ouvertement entre des prédateurs qui tentent de s'approprier les ressources stratégiques et des mouvements extrémistes qui prennent en otage les populations avec des arguments tantôt religieux, tantôt politiques. Dans ces conditions, il est prématuré d'affirmer qu'un nouveau système de gouvernance mondiale se dessine depuis le 11 Septembre, dans la mesure où aucune impulsion ne vient ni de l'Afrique, ni de la société civile, si ce n'est pour encore faire le jeu des grandes puissances.

Les visions que l'Afrique s'empresse d'adopter masquent la dette historique que les pays dits donateurs ont contractée à l'égard de l'Afrique, ainsi que le scandale de l'aide qui s'est en fin de compte traduit par l'inversion des flux financiers et de compétences au profit des pays donateurs et des institutions internationales.

Section 3. Quel futur pour l'Afrique, le monde et l'humanité ?

1. Hypothèses et scénarios

L'idée de base consiste à montrer que la quête pour l'Afrique, d'une vision prospective et stratégique appelle l'abandon des démarches de planification du développement ou de

planification stratégique qui collaient avec l'idée que l'environnement s'analysait en termes de continuité ou discontinuité. Les sentiers de l'avenir étant multiples, il convient d'explorer autant que possible plusieurs alternatives, afin de ne pas être surpris et de rester démuni. Le tableau 6 donne un aperçu des hypothèses et des possibilités de leur combinaison.

TABLEAU 6 : LES SCENARIOS GLOBAUX : UNE COMBINAISON DES HYPOTHESES

TITRE DU SCENARIO	SCENARIO DE LA REGIONALISATION	SCENARIO DE LA DELOCALISATION
Relations entre l'Afrique et le reste du Monde	L'Afrique dans un monde unifié	L'Afrique dans un monde différencié
Nature du Système international	Système hégémonique <u>Atrophie</u> de l'ONU, sans remise en cause fondamentale	Système hiérarchique <u>Statu quo</u> avec des dérogations au cas par cas pour faire face à des crises mondiales
Modalités de l'intégration africaine	Intégration par le relèvement des régions autour des grands pays	Intégration par la réduction de la pauvreté, des pandémies et la réhabilitation des pays en conflits
Types d'Institutions	Institutions régionales du type : Union africaine, Fonds monétaire africain et BAD à côté de l'ONU du FMI et de la BM	A côté de l'existant, des timides initiatives (Initiative pour la croissance et la réduction de la pauvreté, Plan Marshall contre le Sida, Forces d'interposition, aide humanitaire).

TITRE DU SCENARIO	SCENARIO DE L'ECLATEMENT	SCENARIO DE LA RECONNEXION
Relations entre l'Afrique et le reste du Monde	L'Afrique dans un monde fragmenté	L'Afrique dans un monde polycentrique
Nature du Système international	Système <u>néo-libéral</u> (dollarisé) Une Agence de régulation pour coiffer l'ONU et gérer la sécurité globale et les conflits asymétriques	Système <u>polycentrique</u> Nouvelles modalités d'intervention et remise en cause du Système des N.U.
Modalités de l'intégration africaine	Intégration sélective de pays, de marchés ou de groupes de pression	Intégration par le développement durable
Types d'Institutions	ONG, Fondations firmes internationales concurrencent les organisations multilatérales Agenciation des mandats	Comité de sages et Réseaux auto-organisés prennent le relais des Etats, de l'ONU et des Organisations Régionales Contrat global et négocié de confiance entre acteurs (gouvernance globale)

Au cours du 3^e millénaire, les Africains seront confrontés à de nouvelles interrogations, sans avoir répondu aux problèmes persistants du siècle dernier. Parviendront-ils, avant la fin du XXI^e siècle à faire de leur continent un acteur majeur d'un système international rénové ? Dans ce cas, les relations avec les autres régions du monde et les grandes puissances en seront transformées. Mais si le potentiel africain continue encore de se dégrader, la dérive du continent risque de s'accélérer et les efforts tendant à faire de la mondialisation une force positive, de s'interrompre. Quelles réponses apportées à ces interrogations majeures alors que le Sida, la pauvreté et les pénuries de toutes sortes mobilisent déjà toutes les énergies ?

Jamais, la vision globale de son avenir n'a été aussi vitale à l'Afrique. Doit-elle encore, pour être réaliste et une source d'inspiration, s'inscrire dans des scénarios intermédiaires. Mais comment déceler, dans l'enchaînement extraordinaire des facteurs, les éléments d'un futur africain plausible et possible alors que les événements du 11 Septembre enclenchent le processus d'américanisation/dollarisation de l'Afrique ?

Pourtant l'équilibre actuel du monde résulte d'une construction institutionnelle qui pourrait encore déterminer pendant longtemps les relations entre les diverses entités économiques, politiques et sociales qui le composent. Il ne faut pas exclure la possibilité d'émergence d'un nouveau paradigme du développement, remettant en cause les bases du système mondial actuel. L'histoire des grands empires et de leur déclin témoigne de ce que les blocs, qui constituent aujourd'hui la Triade, ne sont pas immuables. Leur configuration actuelle résulte d'un siècle de conflits, les plus meurtriers que le monde ait connu, mais aussi de l'exploitation systématique des ressources des autres régions du monde. La désintégration de ces blocs - que préfigurerait l'implosion de la première puissance mondiale si elle n'arrivait pas à se relever des attaques massives contre les attributs de cette puissance - pourrait bien être le prélude au recul des conflits et des inégalités entre les individus et entre les nations.

Ainsi, l'Afrique doit tout autant apprendre à intégrer la possibilité d'existence de plusieurs futurs qu'à rattraper le retard accumulé dans tous les domaines, particulièrement au siècle dernier et qui en font un grand continent assimilé à un petit pays. Il s'agit à présent d'opter pour un positionnement exemplaire et distinctif dans le monde, afin de devenir un acteur dynamique du XXI^e siècle. A cet égard, la Vision proposée ici, est celle du renouveau du développement de l'Afrique et de sa libération, afin de rompre avec toutes les représentations qui en ont fait un continent hors-jeu durant la plus grande partie 2^e millénaire.

2. Mettre en œuvre la vision

La Vision de l'Afrique sera mise en œuvre pour fournir une base mondiale au développement de l'Afrique dans trois directions : contribuer à la croissance, à la réduction de la pauvreté, à la renaissance et à l'intégration de l'Afrique dans le processus de mondialisation ; affirmer la place centrale de l'Afrique en tant que pôle d'entraînement de l'évolution mondiale ; mettre en place un système mondial de transfert de ressources sous le contrôle effectif d'institutions africaines.

Les Africains devront apprendre à conduire des programmes concertés d'investissements, générateur de croissance durable et d'opportunités pour les pauvres, et auxquels des ressources seront affectées de façon délibérée et en priorité, notamment : les investissements immatériels dans les vecteurs de compétitivité et de rayonnement culturel, artistique et intellectuel ; les investissements de capacités pour assurer la production agricole et industrielle et la fourniture de services à haute valeur ajoutée ; les investissements infrastructurels dans les secteurs essentiels de l'énergie, des transports, des communications et des services.

Les ressources serviront aussi à soutenir d'autres actions destinées à rehausser la place de l'Afrique dans le système mondial. Parmi ces actions figurent : le renforcement de l'éthique dans les affaires, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée ainsi que les formes les plus récentes du terrorisme global ; la promotion de la sécurité humaine ; le développement d'applications scientifiques et technologiques au service de la société et des citoyens ; le lancement d'un satellite africain dans l'espace ; la lutte contre les inégalités, le VIH/SIDA et les pandémies ; la coopération et l'intégration inter et sous régionale.

Le soutien à l'Afrique devra en tout état de cause être concrétisé à travers l'organisation d'un système mondial de transfert de ressources et être financé par le biais d'un mécanisme adéquat dans lequel l'annulation de la dette publique financière africaine injustifiée compenserait la dette historique et en même temps servirait de levier pour la mobilisation des fonds additionnels sous forme de contributions volontaires. Ce système permet de couvrir les besoins en financement de court, moyen et long terme, de l'Afrique. L'effort financier requis étant sans commune mesure avec les possibilités du système traditionnel de coopération et d'aide au développement, un effort important de reconception du système financier mondial est nécessaire pour parvenir à la mise en place de ce mécanisme qui pourrait être constitué sous la forme d'un Fonds Mondial pour le Développement de l'Afrique. Les ressources financières mobilisées, devront être considérées comme des ressources communes à tous les Africains et servir l'objectif fondamental qui est de fournir une base mondiale au développement de l'Afrique, en restaurant la confiance des Africains envers les investisseurs.

Le Fonds Mondial pour le Développement de l'Afrique pourrait déléguer un mandat régional à des agences créées pour la circonstance. A cet égard, le rôle des Institutions financières internationales devrait être redéfini et leurs ressources redéployées dans le cadre du Fonds afin de soutenir des programmes concertés. La création du Fonds ne nécessitera pas dans un premier temps la mobilisation de ressources additionnelles. Il s'agira surtout d'une réallocation des ressources existantes, y compris celles qui pourraient résulter du dénouement positif de la question de la dette extérieure africaine et de la dette historique du monde occidental envers l'Afrique. En tout état de cause les solutions du type taxation des mouvements des capitaux, collecte des recettes du système « pollueur-payeur » et autres redevances perçues sous forme d'impôt ne sont pas indiquées pour alimenter ce fonds.

L'Afrique n'est ni un espace pour blanchir l'argent spéculatif ni un parc naturel à protéger. Les ressources devraient être mobilisées sur la base de contribution volontaire, fournie à l'échelle mondiale, par tous les acteurs de la coopération internationale (Etats, entreprises, fondations, individus, diasporas) conscients de l'importance de l'enjeu. Les interventions du nouveau Fonds Mondial pour l'Investissement et le Développement en Afrique pourraient commencer dans des domaines pour lesquels ont été définis une vision et un programme qui s'insère dans la logique de la coopération productrice de valeur ajoutée pour l'humanité, les sociétés, les pays, les entreprises et les individus.

Les éléments à prendre en considération dans la définition des principes de base pour les interventions du fonds sont : la création de richesse, la prévention des risques et des crises par la concertation ; l'implication du secteur privé, des collectives et des individus dans la gestion des biens et services globaux ; la concertation entre acteurs qui s'engagent dans une mise en œuvre collective d'un projet ou d'un programme commun ; les résultats et la répartition des bénéfices, l'adoption des systèmes de planification modérée et de gestion décentralisée qui tiennent compte de la diversité des acteurs et des problèmes régionaux.

Des actions concertées devraient aussi être engagées en vue, d'une part d'accélérer la rénovation des Institutions Financières Internationales et régionales (IFI et IFR) et d'autre part de faire émerger une nouvelle gouvernance humaine. Il sera nécessaire de mettre en place un nouveau dispositif institutionnel afin de garantir le fonctionnement de ce fonds mondial. Parmi les éléments de ce dispositif devrait figurer : une Agence planétaire de régulation économique qui aurait pour mission de surveiller l'évolution des indicateurs de stabilisation macro-économique, d'allocation des ressources et de redistribution au profit des secteurs sociaux au sein de l'économie mondiale et des économies nationales ; la création d'une institution de soutien à la fourniture des biens et services globaux ; la création de fonds régionaux de soutien aux activités agricoles et industrielles ; la mise en place d'une autorité d'arbitrage et de médiation des conflits.

Mais l'impact ultime de ce nouveau dispositif institutionnel devrait se faire ressentir au niveau du Conseil de Sécurité qui devrait intégrer à terme une dimension économique et humaine à côté de sa dimension diplomatique qui en fait jusqu'ici un instrument d'exécution de la politique extérieure des Etats Unis et accessoirement des autres puissances mondiales.

La mise en œuvre de la Vision permet à l'Afrique d'intégrer et d'infléchir la dynamique actuelle de la mondialisation tout en gérant les risques sociaux et politiques qui sont inévitables. La difficulté majeure étant de coordonner cette mise en œuvre à l'échelle mondiale, car d'autres régions sont en droit d'en bénéficier, il sera préférable d'employer une succession d'alternatives d'interventions et de combiner une démarche expérimentale à des actions d'envergure.

QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Amin S. : « Diversité héritée, diversité dans l'invention du futur », in, Le monde vu par ses peuples, Alternative Sud ; 2000
- Amin S. : Itinéraire d'un intellectuel ; L'Harmattan, 1993
- Amin S. : Les défis de la mondialisation ; FTM -L'Harmattan, 1996
- Amin S. : La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde ; L'Harmattan ; 1989
- Amin S. : « L'idéologie et la pensée sociale » ; Conférence du CODESRIA, 1993
- Amin S. : L'accumulation à l'échelle mondiale ; Anthropolos ; 1970
- IISS: The Strategic Implications of Terror in the Information Age; 2001
- Maddison A: The World Economy: a millennial perspective, OECD/DC, 2002
- NIC/ CIA: «Global trends 2015, A Dialogue about the future with Nongovernment experts» ; 2000
- NIC/CIA: Patterns of Global Terrorism; 1999
- Ricoeur P : La mémoire, l'histoire et l'oubli, Le Seuil 2000
- Rogoff K e.a: Perspectives on OECD economic integration; Harvard university; 2000
- Sachs J. D.: The Strategic Significance of Global Inequality
- Sy S. D. : « Le 3e millénaire pour l'Afrique : Vision et propositions » ; Réunion de la C.I. ; BAD, 2001
- Sy S. D. : « Promouvoir de nouvelles démarches de coopération » ; Réunion C.I. de Cotonou
- Sy S. D. : « Mettre la science et ses réseaux au service de l'Afrique » : Réunion C.I./UNU ; Accra 2001
- Sy S. D. : L'Afrique face au défi de l'euro et du dollar, Alternatives Sud - L'Harmattan, 2001
- Sy S. D. : « Le monde et l'Afrique au XXIe siècle : les représentations du futur des chefs d'Etats africains à travers les discours prononcés au sommet du millénaire », Réunion C.I. de Maputo ; 2000
- Sy S. D. : « Le monde et l'Afrique au XXe siècle : une analyse séculaire » ; Réunion C.I. de Dakar ; 1999
- Sy S. D : « L'intégration régionale en 2025 », Rapport au Gouvernement du Burkina Faso, 1999
- Sy & D. : « La mondialisation : repères et évolution, caractéristiques et enjeux »; PNUD/NLTPS, 1998
- Sy S.D. e.a : Evaluation rétrospective de 1TDEP, 1991
- Tanter R. : Le concept d'« État-paria » in, les notes de l'IFRI n° 7, 1998